

LES MOTIVATIONS MICROÉCONOMIQUES DES TRANSFERTS DE FONDS AU BURKINA FASO : LA CULTURE EST-ELLE DÉTERMINANTE ?

Okayo Alphonsine COULIBALY¹

Résumé - Cet article analyse les déterminants des transferts de fonds des migrants burkinabè vivant en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous avons effectué une enquête de terrain où les migrants interrogés ont été sélectionnés par la méthode « boule de neige ». A l'aide d'un modèle Tobit les résultats économétriques montrent que les transferts de fonds des migrants burkinabè sont guidés par des motifs subjectifs et des traits culturels où dominent le sentiment d'attachement à leur pays, l'altruisme, l'entraide, l'esprit communautaire, la solidarité et le conformisme.

Mots-clés - MIGRANTS, TRANSFERTS DE FONDS, CULTURE AFRICAINE

Classification JEL - J61, F24, Z19

L'auteur remercie le référé anonyme et la rédaction de la revue pour les remarques pertinentes qui ont aidé à améliorer significativement l'article. Nos remerciements vont également au Professeur Zié Ballo.

¹ Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire ; okayocool@yahoo.fr

1. INTRODUCTION

La croissance rapide des transferts de fonds des migrants, comparativement à l'aide publique au développement (APD) et aux investissements directs étrangers, a suscité l'intérêt de bon nombre de chercheurs. Plusieurs motifs sont avancés pour expliquer le comportement de transfert : d'un côté des motifs objectifs allant du pur altruisme au pur intérêt personnel en passant par des motifs d'arrangement mutuel entre le migrant et sa famille restée dans le pays d'origine ; d'un autre côté, des motifs subjectifs comme l'attachement au pays d'origine (Funkhouser, 1995 ; Miotti et al., 2012), l'honneur du clan (Azam et Gubert, 2002), l'histoire et le contexte institutionnel de l'émigration (Miotti et al., 2012). L'honneur du clan met en avant la structuration de la société en castes. Il va sans dire que les traits culturels sont des déterminants des transferts de fonds des migrants. Cet article s'inscrit dans ce cadre en se focalisant sur la culture africaine fondamentalement basée sur l'esprit communautaire dont découlent les obligations d'entraide, le sentiment d'appartenance, les obligations de solidarité et le conformisme. De plus, il constitue le premier travail portant sur les déterminants microéconomiques effectué sur des migrants burkinabè.

Ce travail est basé sur une enquête de terrain que nous avons réalisée en 2014 auprès de 600 migrants burkinabè vivant en Côte d'Ivoire.

Le Burkina Faso est un pays enclavé de l'Afrique de l'ouest qui fait frontière au nord et à l'ouest avec le Mali, à l'est avec le Niger et au sud avec le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Le Burkina Faso est caractérisé par un faible revenu, une population à 80% rurale, un indice de développement humain faible de 0,331 qui place le pays au 181^e rang mondial (Gilligan, 2013) et une forte migration soit 9,7% de la population en 2010. Les transferts de fonds représentent en moyenne 7,9 % du PIB et sont en hausse sensible (BAD, 2012). Le Burkina Faso dépend sensiblement de transferts de fonds des migrants qui proviennent de la Côte d'Ivoire, premier pays d'émigration (UEMOA, 2013). Le corridor Burkina Faso-Côte d'Ivoire est le premier corridor de migration d'Afrique sub-saharienne et le troisième des pays à faible revenu (World Bank, 2011).

Pour déterminer des facteurs explicatifs des transferts des migrants burkinabè, nous privilégions le modèle Tobit car nous examinons uniquement le comportement des individus qui envoient effectivement de l'argent dans leur pays, de manière à tenir compte de la nature censurée de la variable dépendante.

La suite de l'article est présentée comme suit. D'abord nous présentons une revue de la littérature portant sur les déterminants microéconomiques des transferts de fonds, ensuite nous exposons la méthodologie et les données utilisées, enfin nous examinons les résultats empiriques obtenus.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'importante revue de la littérature portant sur les déterminants des transferts de fonds des migrants recense plusieurs motifs qui peuvent être altruistes, d'intérêts personnels ou encore d'accords de bénéfices mutuels. Avant d'exposer quelques études empiriques sur les déterminants des transferts de fonds,

nous présentons les traits caractéristiques de la culture africaine que nous considérons dans notre étude.

La culture est « l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à une autre » (D'Adesky, 1998). Elle permet de comprendre les habitudes, les manières de penser des membres d'une société. La culture africaine, bien que diverse sur le plan géographique, a pour socle l'esprit communautaire (Zadi, 1998) dont découlent l'entraide et un fort sentiment d'appartenance à un groupe social, le « village » (Ponson, 1990). Comme tout pays d'Afrique subsaharienne, la société burkinabè est une société communautariste (Fiske, 1990) dans laquelle la communauté a une emprise sur l'individu (Mbiti, 1990 ; Ponson, 1990). L'individu est donc connu et identifié dans, par et à travers sa communauté (Onyedinma et Kanayo, 2013). Ses obligations sont le fondement de l'esprit communautaire dans la société africaine reléguant les droits de l'individu au second rang. L'individualisme est donc un mode de vie condamné dans la société africaine. Onyedinma et Kanayo (2013) le traduisent par cette expression « suis le chemin que la majorité d'individus suit. Si tu t'en écarter, tu auras des raisons de te lamenter »². La conséquence de ce mode de vie est le conformisme qui constitue une entrave à l'innovation et à l'investissement (Ponson, 1990). Cette vie communautaire implique pour l'individu l'obligation de participer à la protection et à l'épanouissement de chacun des membres de la communauté comme les travaux champêtres, la construction des logements... Celui qui faillit à ces obligations est sanctionné de bannissement, la mort sociale (Mbiti 1990 ; 1991, Ojapinwa, 2012, Onyedinma et Kanayo, 2013). Durant toute la durée de son éloignement, le migrant doit rester en contact avec sa communauté en lui évitant le déshonneur, en répondant à ses demandes, en lui offrant des cadeaux en un mot l'absence du migrant ne doit se ressentir que par son absence physique. Cela se traduit chez le migrant par des réalisations effectuées dans sa communauté d'origine comme la construction de logements modernes, l'achat de matériel agricole, la construction de routes, etc. pour améliorer le bien-être de la famille et de la communauté. Cette obligation de participer à la vie communautaire explique également les transferts d'argent que les migrants effectuent pour les événements familiaux comme la naissance d'un enfant, le mariage d'un proche, les festivités et les fêtes religieuses (Tall, 2003) ou encore les funérailles (Gubert, 2002), en d'autres termes les obligations de solidarité. L'étude de Fleischer (2007) au Cameroun illustre bien ce phénomène. Il constate que les enfants sont contraints par leurs parents de quitter le pays pour trouver un emploi et leur envoyer de l'argent. Une fois les enfants à l'étranger, les parents exercent une énorme pression sur eux pour qu'ils satisfassent leurs demandes d'argent.

Le motif altruiste comme déterminant des transferts de fonds est unanimement reconnu par la littérature (Gupta, 2005). Il est généralement lié au revenu des bénéficiaires. Les transferts de fond diminuent lorsque le revenu de la fa-

² Cela s'exprime aussi dans la langue mossi par l'expression : « tond (faa) yaa a yemre » qui signifie « nous sommes tous un », ou encore « tond yaa bumb a ye » qui signifie « nous sommes un et la même chose » (Fiske, 1990).

mille augmente (Stark, 1991). Il implique que le migrant envoie de l'argent à sa famille pour subvenir aux besoins de celle-ci sans rien attendre en retour (Chami et al., 2008). C'est ce qu'illustre les études de Black et al. (2003) en Côte d'Ivoire et au Ghana, Nwajiuba (2005) au Nigeria, De Haas (2006) au Maroc, Lindley (2006) en Somalie, Aguinias (2006) en Amérique du Sud, Kireyev (2006) au Tadjikistan, Ratha et Mohapatra (2007) en Indonésie, au Mexique et aux Philippines. Par ailleurs l'altruisme est perçu à travers la durée de la migration (Stark et Lucas, 1985 ; Funkhouser, 1995), dont la question est largement débattue dans la littérature. Pour certains auteurs, plus la durée de migration est longue moins le migrant transfère de fonds à cause des liens qui se distendent (Funkhouser, 1995 ; Glytsos, 2002 ; Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006, Arun et Ulku, 2011). Pour d'autres auteurs au contraire, les migrants conservent des liens transnationaux solides pendant de longues périodes, parfois même d'une génération à l'autre (Mc Dowell et de Haan, 1997 ; Grieco, 2004 ; Sinning, 2007 ; De Haas, 2008 ; Goya et Ryabov, 2012 ; Orozco, 2012). Pour Merkle et Zimmermann (1992), Brown (1998), Konica et Filer (2005), la durée de migration n'a aucune influence sur les transferts de fonds des migrants dans leur pays d'origine.

Les transferts de fonds des migrants dans leurs pays peuvent être déterminés par les contrats d'arrangement mutuels qui existent avec leurs familles (Rapport et Docquier, 2005). Il s'agit soit de réaliser des investissements qu'ils ne peuvent pas réaliser eux-mêmes et de garantir ses investissements jusqu'à leur retour, soit de protéger leur héritage. Les motifs d'échange dans lesquels s'inscrivent les motifs de remboursement et le partage des risques trouvent leur explication dans le contexte d'imperfection des marchés de capitaux (Sark, 1991).

L'intérêt personnel concerne les investissements réalisés par le migrant dans son pays (Lucas et Stark, 1985), son intention de retour (Funkhouser, 1995 ; Stanwix et Connell, 1995) et son intention d'hériter (De Haas, 2007). Lucas et Stark (1985) expliquent que les migrants envoient de l'argent à leur famille pour effectuer des investissements qu'ils ne sont pas en mesure d'effectuer eux-mêmes. Pour entretenir ces investissements, les migrants utilisent les membres de leur famille et leur versent en contrepartie une compensation. L'analyse de Stark (2009) confirme ce résultat : les transferts de fonds servent de salaire à la famille du migrant assurant la rentabilité des investissements réalisés par ce dernier. En outre, Stark montre que le migrant transfère de l'argent par pur intérêt personnel. Il envoie de l'argent pour éviter que d'autres membres de la famille migrent à leur tour et viennent réduire leur gain en revenu. Brown (1997) arrive à la conclusion que les migrants des Tonga et des Samoa occidentales installés à Sydney transfèrent des fonds par intérêt personnel afin d'investir dans leur région. Dans la même veine, Coulibaly (2009) trouve qu'une hausse des transferts de fonds des migrants s'aligne sur le différentiel du taux d'intérêt traduisant ainsi des motivations d'investissement et de profit. Dans leur étude sur un échantillon de 100 pays, Giuliano et Ruiz-Arranz (2006) trouvent que les transferts de fonds sont principalement motivés par des intérêts personnels et sont surtout pro-cycliques. Selon Stanwix et Connell (1995), les migrants qui envisagent leur retour transmettent plus pour protéger leurs investissements. Par

exemple, les migrants pakistanais qui envisagent leur retour ou qui ont leur activités dans leur pays envoient plus de fonds que les autres migrants (Nishat et Bilgrami, 1993). Les transferts de fonds peuvent être vus comme un retour sur investissement des ménages garantissant l'héritage du migrant (De Haas, 2007). Lucas et Stark (1985) montrent que les transferts de fonds aux ménages botswanais ont augmenté pendant la période de sécheresse pour pouvoir préserver le bétail. Dans une étude au Kenya, Hoddinott (1994) souligne que la famille fait pression sur les migrants pour qu'ils augmentent les transferts de fonds en les menaçant de les déshériter des terres familiales. Schrieder et Knerr (2000) confortent le motif d'héritage au Cameroun. Ils trouvent que les transferts diminuent lorsque les migrants n'espèrent pas un héritage important. De la Brière et al. (2000) par contre observent que les migrants dominicains aux Etats-Unis envoient de l'argent à leurs parents pour investir et accroître leur futur héritage. Stark (2009) compare deux migrants issus d'une même famille avec une tradition de succession dirigée par la primogéniture et leurs motifs de transferts de fonds à leur famille. Il remarque que l'aîné est plus disposé à transmettre de l'argent parce qu'il est celui qui héritera des parents. Les montants qu'il transfère sont investis dans la ferme familiale et partant augmenteront son héritage. Bohra-Mishra (2011), dans une étude réalisée sur les migrants népalais, confirme l'hypothèse du rôle de l'héritage.

Selon la théorie néo-classique de la nouvelle économie de la migration, la migration d'un individu est une décision prise par toute la famille ou par toute la communauté pour pallier les absences ou les incertitudes dans les pays concernés : diversification des sources de revenus, réduction des risques de revenus, surmonter les barrières de crédit et de capital (Stark, 1991).

Ilahi et Jafarey (1999) font une analyse du motif de remboursement dans leur étude sur le Pakistan. Les auteurs comparent la famille du migrant à une banque qui finance la migration de certains de ses membres. Selon eux, les membres de la famille prêtent de l'argent aux migrants que ceux-ci remboursent par leurs transferts de fonds et qui est utilisé pour financer l'éducation et les futures migrations. C'est ce qu'observe Poirine (1997) aux Tonga et aux Samoa occidentales. Le modèle de l'accord de prêt est également confirmé par l'étude de l'OCDE (2006) au Botswana. Les résultats empiriques montrent que le niveau de scolarisation des migrants et celui de leurs enfants sont positivement corrélés. Les migrants envoient de l'argent à leur famille pour trois raisons : rembourser les prêts contractés pour leur voyage, prêter de l'argent pour la formation des futurs migrants et investir dans le pays pour le retour. Les transferts de fonds sont un mécanisme par lequel naissent les arrangements de partage de risques (Chami et al., 2008). Stark (1991) compare la famille à une compagnie d'assurance qui protège les membres contre les chocs. Au Mali, Gubert (2002, 2006) fait remarquer que les transferts de fonds constituent non seulement une assurance contre le risque mais aussi une prévention pour les destinataires contre d'autres risques, par exemple la mort ou l'organisation de funérailles... Au Burkina Faso et au Ghana, Lachaud (1999) et Quartey et Blankson (2004) présentent les transferts de fonds comme la solution aux situations de crise, de chocs macroéconomiques et de détresse. Selon OCDE (2006) et Chami et al., (2008), la motivation des transferts de fonds est expliquée par deux modèles :

un contrat de co-assurance et un contrat de prêts. Dans le contrat de co-assurance, pendant la migration le migrant est considéré comme l'assuré et la famille l'assureur. La famille finance alors les coûts de la migration trop élevés pour l'individu et après la migration, les rôles s'inversent. Le migrant devient l'assureur et la famille l'assuré. Le migrant envoie l'argent pour assurer la famille contre les risques et les chocs. Dans certains cas, après la migration, la famille reste l'assureur pendant une certaine période. En effet, les migrants vulnérables se servent toujours de leur famille comme assureur. Cette hypothèse est vérifiée par l'étude de Hanson (2006) et de Black et al., (2003) respectivement au Mexique, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Hanson explique que les migrants vulnérables, en l'occurrence en situation irrégulière aux USA, transfèrent plus d'argent que les migrants en situation régulière. Black et al. constatent que les migrants issus de familles pauvres sont plus disposés à transmettre que les migrants issus de familles riches. Amuedo-Dorantes et Pozo (2006) trouvent que les migrants envoient des fonds comme paiement d'une prime d'assurance pour recevoir de l'argent de la famille dans le futur. Pour Ahouré (2008), en Côte d'Ivoire, les migrants envoient de l'argent dans leur communauté pour remédier au défaut d'assurance contre les risques (mauvaise récolte, perte d'emploi, etc.). Stark (2009) observe que les migrants envoient de l'argent à leur famille pour les assurer contre l'insuffisance de revenus et comme prime d'assurance pour les services futurs qu'elle leur rendra.

Les caractéristiques démographiques comme l'éducation et l'âge influencent également les transferts de fonds des migrants. Concernant l'éducation, certaines études comme Schioppa et Siegfried (2006) trouvent que plus les migrants sont éduqués plus ils transmettent de l'argent. Au contraire, Kuckulenz et Bush (2004) et Adam (2008) remarquent que le taux d'analphabétisme influence positivement les transferts de fonds. Au Sénégal, les émigrés moins éduqués transmettent plus que leurs concitoyens alors que le contraire est observé au Burkina Faso et en Ouganda (UNCTAD, 2012). Markova et Reilly (2007) montrent que les transferts de fonds augmentent avec l'âge alors que Goza et Ryabov (2012) constatent que les plus jeunes transmettent plus que les plus âgés, jusqu'à un certain seuil. Cependant cette influence est modeste. Les transferts de fonds des migrants peuvent être expliqués par plusieurs facteurs à la fois, ce que Lucas et Stark (1985) qualifient d'altruisme tempéré.

D'un autre point de vue, les transferts de fonds sont également motivés par des facteurs subjectifs comme le prestige de la famille du migrant auprès de la communauté (Glytsos, 2002), l'honneur de la famille (Tall, 2003) et du clan (Azam et Gubert, 2002), la primogéniture (Gundel, 2002), l'influence politique du migrant (Kane, 2001), l'attachement au pays (Funkhouser, 1995 ; Bouhga-Hagbe, 2004). Les transferts de fonds résistent mieux que les autres aides parce qu'ils reposent sur des principes de solidarité et d'entraide (CNUCED, 2011). Les normes sociales comme le rôle du voisinage (Bohra-Mishra, 2011) ou la discrimination sociale (Kato, 2012) influencent les transferts de fonds. Miotti et al. (2012) élargissent ces facteurs à l'histoire et au contexte institutionnel de l'émigration. Les auteurs montrent que les transferts de fonds des migrants sont guidés par les traits culturels comme la division de la société en clans, la primogéniture, la solidarité et l'entraide. A la suite de ces travaux, nous considérons

les motifs subjectifs tels que l'attachement au pays, l'esprit communautaire, les obligations d'entraide, la solidarité, le conformisme, comme des déterminants possibles des transferts de fonds.

3. MÉTHODOLOGIE

Notre étude est basée sur les données d'une enquête réalisée en 2014 auprès des migrants burkinabè en Côte d'Ivoire. En l'absence d'une base de sondage, construire un échantillon représentatif avec des méthodes probabilistes est impossible. Parmi les méthodes non-probabilistes les plus répandues figure la méthode « boule de neige », adéquate pour l'étude des populations difficiles à joindre (Goodman, 1961). Les résultats issus de cette enquête ne concernent que les migrants burkinabè vivant en Côte d'Ivoire.

3.1. La méthode d'échantillonnage « boule de neige »

Cette méthode a été abondamment utilisée pour étudier les populations migrantes partout dans le monde (Mooney, 2003; McKenzie et Mistiaen, 2007; Markova et Reilly, 2007; Niaz et al., 2010; Aromolaran, 2013; Fatoki, 2013; Kwarteng, 2013; Hansing et Orozco, 2014... respectivement au Mexique, au Brésil, en Bulgarie, au Pakistan, au Nigeria, en Afrique du Sud, au Ghana, à Cuba...). Utilisée la première fois par Martin (1957), la méthode boule de neige est formalisée par Coleman (1959) mais popularisée par Goodman (1961). Cette méthode passe par plusieurs étapes : d'abord on sélectionne un échantillon pas nécessairement probabiliste de la population cible (première vague) et cet échantillon sert de contacts initiaux. Ensuite on demande à chaque individu de la première vague de fournir des noms d'autres individus qui constituent la deuxième vague. Il est demandé à la deuxième vague de fournir des noms d'autres individus qui ne font pas partie ni de la première vague ni de la deuxième vague. Ce processus continue jusqu'à ce qu'on atteigne le nombre d'individus visé. La méthode boule de neige est rapide, elle facilite l'accès à la population d'intérêt à moindre coût. Toutefois, elle est sujette à tous les biais inhérents aux méthodes par chaînage (Erickson, 1979). Premièrement l'échantillon de départ n'étant pas aléatoire, les biais liés à cet échantillon se transmettent à la population finale. Le deuxième biais est le « biais de volontarisme » qui est engendré par une grande coopération des participants notamment si l'échantillon de départ est constitué de volontaires. Le « biais de masquage » apparaît lorsque certains individus essaient de protéger certains de leurs amis en ne les mentionnant pas. Enfin on enregistre le « biais de surreprésentation » dû aux individus qui ont un large réseau de connaissances, par exemple chez les riches et les plus éduqués (Erickson, 1979).

Pour tendre vers un échantillon aléatoire nous avons utilisé plusieurs techniques. Pour réduire le biais lié à l'échantillon de départ, nous avons procédé à un tirage aléatoire simple dans les associations. Nous avons choisi cinq différentes zones d'enquête dans la région de Soubré qui regroupe la plus grande majorité d'immigrants selon le recensement de 1998 (Bouquet, 2003). Les cinq zones d'enquête sont Grand-Zatry (Z1), Mayo (Z2), Méagui (Z3), Petit Ouaga (Z4), Yabayo (Z5). Pour le biais de volontarisme nous avons évité les volontaires en choisissant aléatoirement les individus dans les associations. Aussi,

notre population est relativement homogène concernant le niveau de vie et les plus éduqués sont très minoritaires (voir Tableau 1). Concernant le biais de masquage, les migrants considérés sont des individus pour lesquels la société n'a aucun préjugé. Le migrant n'a donc aucune raison de protéger ses amis en ne les mentionnant pas. Ce biais est donc inexistant dans notre cas d'étude. Il en est de même pour le biais de surreprésentation (Erickson, 1979 ; Heckathorn, 1997) car notre échantillon est constitué d'une population majoritairement analphabète. Conformément à ces auteurs nous avons limité le nombre d'individus recrutés à 1 et le nombre de chaînes. Pour ce faire, nous avons demandé à chaque enquêté de nous fournir les noms de trois connaissances ; lorsqu'un des trois individus mentionnés accepte de répondre aux questions, les deux autres ne sont plus interrogés. Nous avons aussi limité la longueur des chaînes à six en nous basant sur les résultats de Killworth et Bernard (1978/1979). Dans une expérience réalisée aux USA pour étudier la cognition sociale des individus à travers des comportements sous conditions spécifiques, les auteurs trouvent que chaque américain est indirectement associé à un autre à travers approximativement six intermédiaires. De plus Erickson (1979) et Heckathorn (1997) déclarent que les biais liés aux méthodes par chaînage proviennent de la longueur des chaînes. Ils proposent donc des chaînes à 6 vagues pour remédier à ces biais. Le taux de réponse de 88,67% de notre enquête de terrain indique que ces biais sont très minorés dans notre cas.

Z1 (20 graines)	20	→	20	→	20	→	20	→	20	Total = 120
Z2 (20 graines)	20	→	20	→	20	→	20	→	20	Total = 120
Z3 (20 graines)	20	→	20	→	20	→	20	→	20	Total = 120
Z4 (20 graines)	20	→	20	→	20	→	20	→	20	Total = 120
Z5 (20 graines)	20	→	20	→	20	→	20	→	20	Total = 120
										600

3.2. Le modèle retenu

Selon la théorie de la nouvelle économie de la migration, l'utilité du migrant est fonction de l'utilité de la famille : $Um = f(cm, Uf)$, avec Um l'utilité du migrant, cm la consommation du migrant et Uf l'utilité de la famille. En envoyant de l'argent, l'utilité du migrant correspond à celle de la famille, donc $Um = Uf$. Le comportement de transfert est donc formalisé ainsi : $Tm = f(Uf)$, avec Tm le comportement de transfert du migrant. Or l'utilité de la famille correspond à la satisfaction de ses besoins et à l'obligation du migrant à assumer ses responsabilités dans la société, en d'autres termes au respect de la culture.

Pour estimer les paramètres de nos variables explicatives, nous utilisons le modèle Tobit pour tenir compte de la nature censurée de la variable dépendante car nous examinons uniquement les réponses à l'enquête des personnes qui envoient effectivement de l'argent à leur famille. Le modèle de régression Tobit censuré est de la forme :

$$y^* = \beta X_i + \epsilon_i$$

$$y_i = 0 \text{ si } y^* \leq 0$$

$$y_i = y^* \text{ si } y^* > 0$$

où y représente les transferts de fonds effectués par les migrants burkinabè en Côte d'Ivoire, β est un vecteur de k coefficients fixes, X_i est un vecteur de k variables explicatives et ε_i est un vecteur de résidus indépendants normalement distribués de moyenne nulle et de variance σ^2 . L'objectif de ce modèle est d'estimer les paramètres β sur la base des individus (X_i, y_i) qui effectuent des transferts de fonds.

Aux variables explicatives traditionnellement retenues comme l'âge, le niveau de l'éducation, l'intention de retour, la durée de migration, l'altruisme, les intérêts personnels, l'assurance, l'épargne, nous ajoutons les traits culturels tels que la vie communautaire, les obligations d'entraide, le sentiment d'appartenance, les obligations de solidarité et le conformisme. Ces variables sont mesurées par les questions posées dans les rubriques du questionnaire données dans l'annexe 2.

La variable « *Age* » influence négativement les transferts de fonds si avec l'âge la capacité de travail du migrant et son revenu sont plus faibles.

La variable « *Education* » influence positivement les transferts de fonds. Plus le migrant est éduqué plus il tend à recevoir un revenu élevé et donc à transférer davantage de fonds.

La variable « *Retour* » implique des transferts de fonds plus élevés car elle exprime le sentiment d'attachement du migrant à son pays d'origine.

La variable « *Durée de la migration* » influence négativement les transferts de fonds car plus la durée de migration est longue plus les liens sociaux se distendent.

La variable « *Famille* », qui mesure l'altruisme, augmente les transferts de fonds car les migrants envoient de l'argent à leur famille pour satisfaire leurs besoins de première nécessité.

La variable « *Investissement* » exprime le fait que le migrant envoie de l'argent pour effectuer des investissements dans son pays.

La variable « *Assurance* » traduit le fait que les migrants envoient de l'argent pour protéger leur famille en milieu rural des risques liés aux aléas climatiques.

La variable « *Epargne* » augmente les transferts de fonds lorsque le migrant a pour but d'augmenter ses revenus dans son pays.

La variable « *Bonnes relations* » influence positivement les transferts de fonds. Elle traduit l'esprit communautaire qui fait de la culture africaine un contrat qui exige du membre de la famille qu'il assume ses obligations vis-à-vis de sa famille de peur d'être banni. Les transferts de fonds constituent donc le lien social entre le migrant et sa famille. Il envoie de l'argent dans son pays pour conserver son droit de membre, son identité dans la communauté.

Les variables « *Education et Santé* » augmentent les transferts de fonds car le migrant rembourse la dette contractée auprès de la société du fait de son absence. En fait, son absence est un manque à ses obligations d'entraide aux plus faibles (les enfants et les plus âgés).

La variable « *Conformisme* » influence positivement les transferts de fonds. Elle correspond à la réponse « je n'en sais rien je le fais parce que tout le monde le fait ». Elle traduit l'obligation de se conformer aux rites et aux traditions de la culture.

La variable « *Sentiment d'appartenance* » a une influence positive sur les transferts de fonds. Le migrant envoie de l'argent pour construire des logements, des infrastructures comme des centres de santé, des écoles, des commissariats... La variable est évaluée par la question « pour participer au développement de mon pays ».

La variable « *Solidarité* » exprime le fait que le migrant est obligé de soutenir les autres pour bénéficier à son tour de cette solidarité quand il sera dans le besoin (elle est évaluée par la réponse « Parce que dans la vie il faut être solidaire pour qu'on puisse m'aider à mon tour quand j'aurai des problèmes »).

En prenant en compte ces variables explicatives, notre modèle s'écrit :

$$Tm = \beta_0 + \beta_1 Age + \beta_2 Educ + \beta_3 Ret + \beta_4 Dm + \beta_5 Fam + \beta_6 Inv + \beta_7 Ass + \beta_8 Epg + \beta_9 Rel + \beta_{10} Sco + \beta_{11} San + \beta_{12} Conf + \beta_{13} Sentapp + \beta_{14} Sol + Et$$

avec *Age* : l'âge du migrant, *Educ* : le niveau d'éducation du migrant, *Ret* : l'intention de retour, *Dm* : durée de la migration, *Fam* : subvenir aux besoins de la famille, *Inv* : investir dans son pays, *Ass* : assurer ma famille, *Epg* : épargne dans mon pays, *Rel* : garder de bonnes relations, *Sco* : dépenses d'éducation, *San* : dépenses de santé, *Conf* : conformisme, *Sentapp* : sentiment d'appartenance, *Sol* : obligations de solidarité.

4. RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

4.1. Les réponses à l'enquête

Le traitement des données a été réalisé avec le logiciel Statistique Package for Social Sciences (SPSS), Version 20. Comme l'indique le tableau 1, la population burkinabè en Côte d'Ivoire est majoritairement constituée d'hommes et de jeunes à faible niveau d'éducation. Ces caractéristiques correspondent à celles trouvées par Boutin (2014) dans son étude sur les migrants burkinabè en Côte d'Ivoire. Il constate 9,2% de femmes contre 90,8% d'hommes. L'âge moyen des migrants est de 31 ans contre 33 ans pour notre étude et 64% des migrants ne sont jamais allés à l'école contre 62,9% dans notre échantillon. 64,9% des individus interrogés envisagent de retourner dans leur pays d'origine, après une durée moyenne de migration de 17 ans.

Les raisons évoquées par les migrants transférant des fonds sont consignées dans le tableau 2. La principale raison évoquée est de subvenir aux besoins de la famille (96,3%). Ensuite viennent le fait de garder de bonnes relations avec la famille (32,6%) et la scolarisation des membres de la famille (21,1%).

Les migrants qui envoient de l'argent à leur famille participent également au développement local de leur pays. Ils le font « parce que tout le monde le fait »

(36,7%), « pour être solidaires afin d'être aidés à leur tour » (33,6%), « pour participer au développement de leur pays » (26,7%), pour d'autres raisons (3,6%). Les différents domaines d'investissement sont : santé (18,1%), éducation (38,9%), logement (29,2%), PME (2,8%), eau potable (11,1%), agriculture (6,9%), élevage (4,2%) électrification (2,8%), tourisme (1,4%), assainissement (1,4%) et autres (11,1%).

Tableau 1. Caractéristiques socio-démographiques des migrants

Caractéristiques	Pourcentage (%)
Genre	
Hommes	89,8
Femmes	10,2
Age	
19-29	39,1
30-39	43,2
40-49	13,6
50 et plus	4,1
Niveau d'éducation	
Aucun	37,8
Coranique	25,1
Primaire	30,1
Secondaire	6,2
Supérieur	0,8
Nombre d'observations	532

Source : Enquête de l'auteur.

Tableau 2. Raisons évoquées par les personnes transférant des fonds dans leur pays

Caractéristiques	(%)
Subvenir aux besoins de ma famille	96,3
Aider mes amis	3,4
Investir dans mon pays	4,7
Assurer ma famille contre les risques	5,4
Garder de bonnes relations avec ma famille	32,6
Épargner dans mon pays	0,7
Scolariser les membres de ma famille	21,1
Payer les soins de santé de ma famille	9,3
Autres	2,7

Source : Enquête de l'auteur.

4.2. Les résultats du modèle

Les résultats de l'analyse économétrique sont consignés dans le tableau 3. Le test de spécification de Linktest, le test de multicolinéarité et le test de Breusch-Pagan associés à la régression sont donnés pour évaluer la robustesse du modèle.

Tableau 3. Estimation des déterminants des transferts de fonds à l'aide du modèle Tobit

Variables indépendantes	Coefficients estimés	Probabilités	Statistiques de colinéarité (VIF)	1/VIF (tolerance)
Age	-0.4532195	0.943	1.01	0,990099
Educ	1.7139564	0.218	2.19	0,456621
Ret	0.0584917	0.043**	1.27	0,787401
Dm	-1.114839	0.682	1.51	0,662251
Fam	1.021332	0.024**	1.14	0,877191
Inv	0.071543	0.291	1.83	0,546448
Ass	0.583817	0.167	1.19	0,840336
Epg	-0.776478	0.623	1.11	0,900900
Rel	0.756318	0.049**	1.95	0,512820
Sco	0.547008	0.026**	2.16	0,462962
San	1.450122	0.068*	1.35	0,740740
Conf	1.121342	0.011**	1.87	0,534759
Sentapp	1.378965	0.004***	1.38	0,724637
Sol	2.001245	0.009***	1.71	0,584795
β_0	1.174896	2.292	-	
Nombre d'observations = 532				
Prob > F = 0.0012				
R-squared = 0.4985				
Adj R-squared = 0.4347				

*** significatif à 1% ; ** significatif à 5% et * significatif à 10%.

Test de spécification: Linktest

Moyenne	Coef.	Std.err.	t	P> t	[95% conf. interval]	
hat	1,896315	1,451592	1,31	0,205	-1,12202	4,914651
hatsq	-1,833099	0,1337811	-0,62	0,684	-0,361523	0,1949033
Cons	-2,007568	3,395956	-0,59	0,561	-9,069845	5,054709
F(2,532)= 14,53						
Prob>F = 0,0001						
R-Squared= 0,5805						
Adj R-Squared= 0,5405						

Test de Breusch-Pagan

Chi (1)	3,48
Prob>chi2	0,4021

D'après le test de Linktest, le modèle est correctement spécifié : la pvalue du coefficient du carré du prédicteur est de 0,684 (supérieur à 0,05), le coefficient n'est donc pas significatif.

La statistique VIF (very inflation factor) est construite à partir de régressions de chaque variable explicative par rapport aux autres variables explicatives du modèle. Les valeurs de $VIF = 1 / (1 - R^2)$ pour toutes les variables explicatives sont nettement inférieures à 5, qui est le seuil à partir duquel la présence de colinéarité devient probable. La régression ne souffre donc pas de problème de multi-colinéarité.

Le test de Breusch-Pagan permet de tester l'hypothèse d'homoscédasticité du terme d'erreur d'un modèle de régression linéaire. Le test Prob>chi2 est égal à 0,4021 est supérieur à 0,05, montrant que le modèle est homoscédastique.

Les résultats montrent que 49,85% de la variance est expliquée et le modèle est globalement significatif car la p-value (Prob > F = 0,0012) est inférieure au seuil de 1 %. Ce qui permet de dire que les variables explicatives prises ensemble ont un effet global sur la variable expliquée.

D'après l'analyse économétrique, les variables indépendantes comme l'âge, l'investissement et l'épargne ne sont pas statistiquement significatives. Les signes et la significativité des variables explicatives Ret, Fam, Educ, San, Rel, Conf, Sentapp et Sol sont conformes à nos attentes.

La variable *Retour* (Ret) est positive et significative au seuil de 5%. Les migrants burkinabè envoient de l'argent parce qu'ils sont attachés à leur pays. Ce résultat confirme ceux de Elkhider et al. (2008) au Maroc et de Miotti et al. (2012) dans les pays du sud de la Méditerranée et d'Afrique Subsaharienne.

La variable *Besoins de la famille* (Fam) est positive et significative au seuil de 5%. Elle conforte donc la revue de littérature sur le motif altruiste. Les migrants envoient de l'argent pour prendre soin de leurs familles. La population burkinabè est une population largement rurale qui vit dans des conditions précaires.

Les variables *Education* (Educ) et *Santé* (San) sont toutes les deux positives et significatives respectivement au seuil de 5% et de 10%. Ces résultats impliquent que les migrants burkinabè envoient de l'argent dans leur pays pour assumer leurs responsabilités d'entraide. Elle réfute les résultats de OCDE (2006) au Botswana et de Paris et al. (2009) au Vietnam, en Thaïlande et aux Philippines selon lesquels les migrants envoient de l'argent pour rembourser les prêts contractés pour payer leur voyage. En effet, dans notre cas, 30 % seulement des migrants burkinabè ont bénéficié de l'aide de la famille, 62,5% ont payé eux-mêmes leur voyage, d'autres sont passés par un réseau de migration ou ont utilisé d'autres moyens.

La variable *Garder de bonnes relations* (Rel) est positive et significative au seuil de 5%. Elle exprime l'esprit communautaire. En envoyant l'argent dans leur pays les migrants conservent leurs droits de membre et leur identité. Ce résultat rejoint ceux de Hoddinott (1994) au Kenya, Osili (2004) au Nigéria, Fleischer (2007) au Cameroun, Zongo (2009) au Burkina Faso.

La variable *conformisme* (Conf) est positive et significative au seuil de 5%. Elle traduit la loyauté du migrant. Les migrants envoient de l'argent pour respecter les rites et les traditions.

La variable *Sentiment d'appartenance* (Sentapp) est positive et significative au seuil de 1%. Elle exprime le sentiment d'appartenance des migrants à leur communauté. En leur absence, les migrants envoient de l'argent pour participer à l'épanouissement de la communauté à travers l'embauche d'ouvriers pour les travaux champêtres ou l'achat de matériels...

La variable *Solidarité* (Sol) est positive et significative au seuil de 1%. La solidarité dans la culture africaine se manifeste aussi bien pour les événements heureux que pour les événements malheureux. Ce résultat rejoint ceux de Gubert (2002) au Mali, de Tall (2003) au Sénégal, de la CNUCED (2011).

Ces résultats obtenus dans le contexte burkinabè nous emmènent à questionner la notion de l'altruisme telle que définie dans la littérature. Nous mettons ici en évidence que les variables culturelles influencent significativement les transferts de fonds à destination du Burkina Faso, rejoignant l'étude d'Ojapinwa (2012) au Nigéria qui explique que l'altruisme n'est autre que le motif de remboursement implicite et informel d'une dette définie par le contrôle social, les valeurs culturelles de solidarité et de loyauté et par la menace de la perte du support de la famille au dernier stade de sa vie.

5. CONCLUSION

Cette étude a analysé les déterminants des transferts de fonds des migrants burkinabè vivant en Côte d'Ivoire. En nous appuyant sur différents travaux (Funkhouser, 1995 ; Azam et Gubert, 2002, Gundel, 2002 ; Glytsos, 2002 ; Miotti et al., 2012 ; Kato, 2012), l'objectif était de voir dans quelle mesure les traits culturels comme l'esprit communautaire, les obligations d'entraide, le conformisme, le sentiment d'appartenance, la solidarité, influencent les transferts de fonds à destination de leur pays. Les résultats indiquent que les transferts de fonds à destination du Burkina Faso sont déterminés par les traits culturels que nous avons considérés. Il serait donc intéressant de tester l'influence de ces traits culturels sur les transferts de fonds dans d'autres pays africains.

Par ailleurs, les motivations des transferts de fonds des migrants permettent aux décideurs d'orienter les politiques concernant la gestion des flux migratoires et l'impact des transferts de fonds des migrants sur l'économie. Des raisons altruistes permettent de développer des politiques pour stimuler la demande intérieure alors que des motifs d'intérêt personnel permettront plutôt de mettre en place des politiques d'entrepreneuriat.

REFERENCES

- Adam Jr. R.H. (2008), « The Demographic, Economic and Financial Determinants of International Remittances in Developing Countries », *World Bank Policy Research Working Paper* 4583.
- Agunias D. (2006), « Remittances Trends in Central America », Migration Information Source, Migration Policy Institute.
- Ahouré A.A.E. (2008), « Migrations, transferts, gouvernance et croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne : une analyse à partir de données de panel », Communication pour l'Université Ouverte sur les Migrations : Migrations, Liberté de Circuler et Développement, Dakar, 2-5 juin.
- Amuedo-Dorantes C., Pozo S. (2006), « Remittances as insurance: evidence from Mexican immigrants », *Journal of Population Economics*, 19, 227-254.

- Aromolaran A.K. (2013), « Assessment of Benefits Associated with Rural-Urban Migration among Non-Migrants in Odeda Area, Ogun State, Nigeria », *International Journal of Pure and Applied Sciences and Technology*, 14(2), 31-38.
- Arun T., Ulku H. (2011), « Determinants of Remittances: The Case of the South Asian Community in Manchester », *Journal of Development Studies*, 47(6), 894-912.
- Azam J-P., Gubert F. (2002), « Those in Kayes. The impact of remittances on their recipients in Africa », Document de travail Développement Institutions & Analyses de Long terme / Unité de Recherche Croissance Inégalité Population et Rôle de l'Etat, N° 11.
- BAD (2012), « Burkina Faso document de stratégie pays 2012-2016 », Département des opérations pays - Région Afrique de l'Ouest.
- Black R., King R., Tiemoko R. (2003), « Migration, return and small enterprise development in Ghana: a route out of poverty », Sussex Migration Working Paper, N°9.
- Bohra-Mishra P. (2011), « Motivations to Remit - Evidence from Chitwan, Nepal », Working Paper Office of Population Research-2011-04, Office of Population Research.
- Bouhga-Hagbe J. (2004), « A theory of workers' remittances with an application to Morocco », International Monetary Fund, Working Paper 04/194.
- Bouquet C. (2003), « Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire », *Annales de Géographie*, 112.
- Boutin D. (2014), « Remittances and Child Labour in Africa: Evidence from Burkina Faso », Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Papers Series No. 8007.
- Brown R.P.C. (1997), « Estimating remittance functions for Pacific Island migrants », *World Development*, 25(4), 613-626.
- Brown R.P.C. (1998), « Do Migrants' Remittances Decline over Time? Evidence from Tongans and Western Samoans in Australia », *The Contemporary Pacific*, 10(1), 107-151.
- Chami R, Barajas A., Cosimano T., Fullenkamp C., Gapen M., Montiel P. (2008), « Macroeconomic Consequences of Remittances », International Monetary Fund, Occasional Paper No. 259.
- CNUCED (2011), « Optimisation de la contribution au développement des envois de fonds », Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Coleman J.S. (1959), « Relational analysis: The study of social organization with survey methods », *Human Organization*, 17(4), 28-36.
- Coulibaly D. (2009), « Macroeconomic Determinants of Migrants' Remittances: New Evidence from a Panel VAR », Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne.
- D'Adesky F. (1998), « Culture et Développement en Afrique », Extrait d'un discours donné lors d'une conférence à Dakar, Sénégal.

- De Haas H. (2006), « Migration, Remittances and Regional Development in Southern Morocco », *Geoforum*, 37(4), 565-580.
- De Haas H. (2007), « Remittances, Migration and social Development: A Conceptual Review of the Literature », Program on Social Policy and Development, Paper No. 34, United Nations Research Institute for Social Development, Geneva.
- De Haas H. (2008), « Migration and development: A theoretical perspective », *International Migration Review*, 44(1), 227-264.
- De la Briere B., Sadoulet E., De Janvry A., Lambert S. (2002), « The roles of destination, gender, and household composition in explaining remittances: an analysis for the Dominican Sierra », *Journal of Development Economics*, 68(2), 309-328.
- Elkhider A., El Bouhadi A., El Kchirid M. (2008), « Les déterminants de transferts des résidents marocains à l'étranger : étude empirique de 1970 à 2006 », Commission Economique pour l'Afrique.
- Erickson B.H. (1979), « Some problems of inference from chain data », *Sociological Methodology*, 10, 276-302.
- Fatoki O. (2013), « An Investigation into the Financial Bootstrapping Methods Used by Immigrant Entrepreneurs in South Africa », *Journal of Economics*, 4(2), 89-96.
- Fiske A.P. (1990), « Relativity within the Moose ("Mossi") Culture: Four Incommensurable Models for Social Relationships », *Ethos*, 18 (2), 180-204.
- Fleischer A. (2007), « Family, obligations, and migration: the role of kinship in Cameroon », *Demographic research*, 16(13), 413-440.
- Funkhouser E. (1995), « Remittances from International Migration: A Comparison of El Salvador and Nicaragua », *The Review of Economics and Statistics*, 77(1), 137-146.
- Gilligan M. (2013), « Burkina Faso », Données par pays de la Banque mondiale, Rapport 2012/2103.
- Glytsos N.P. (2002), « Dynamic Effects of Migrant Remittances on Growth: An Econometric Model with an Application to Mediterranean Countries », Centre of Planning and Economic Research No. 74.
- Goodman L.A. (1961), « Snowball sampling », *Annals of Mathematical Statistics*, 32(1), 148-170.
- Goza F., Ryabov I. (2012), « Remittance Activity among Brazilians in the US and Canada », *International Migration*, 50(4), 157-185.
- Grieco E. (2004), « Will Migrant Remittances Continue Through Time? A New Answer to an Old Question », *International Journal on Multicultural Societies*, 6(2), 243-252.
- Gubert F. (2002), « Do Migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes Area (Western Mali) », *Oxford Development Studies*, 30(3).
- Gubert F. (2006), « Migration and development. Evidence from the Kayes area (Western Mali) », Institut de Recherche pour le Développement, Développement Institutions & Analyses de long terme.

- Giuliano P., Ruiz-Arranz M. (2006), « Remittances, Financial Development, and Growth », Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Paper No. 2160.
- Gundel J. (2002), « The migration–development nexus: Somalia case study », *International Migration*, 40(5), 255-281.
- Gupta P. (2005), « Macroeconomic Determinants of Remittances: Evidence from India », International Monetary Fund Working Paper, 05/224.
- Hansing K., Orozco M. (2014), « The Role and Impact of Remittances on Small Business Development during Cuba's Current Economic Reforms », Working Paper N°69.
- Hanson G.H. (2006), « Illegal migration from Mexico to the United States », *Journal of Economic Literature*, 44(4).
- Heckathorn D.D. (1997), « Respondent driven sampling: A new approach to the study of hidden populations », *Social Problems*, 44, 174-199.
- Hoddinott J. (1994), « A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya », *Oxford Economic Papers*, 46, 459-76.
- Ilahi N., Jafarey S. (1999), « Guest worker Migration, Remittances and the Extended Family: Evidence from Pakistan », *Journal of Development Economics*, 58, 485-512.
- Kato M. (2012), « The role of migration and remittances in a growing economy: perspectives on social classes in rural India and Bihar », Economic Research Center discussion paper, 187.
- Killworth P.D., Bernard H.R. (1978/1979), « The Reversal Small-World Experience », *Social Network*, 1, 159-192.
- Kireyev A. (2006), «The Macroeconomics of Remittances: The Case of Tajikistan», International Monetary Fund Working Paper 06/02.
- Konica N., Filer R.K. (2005), « Albanian Emigration: Causes and Consequences », Working Paper, Prague, Center for Economic Research and Graduate Education-Economics Institute.
- Kuckulenz A., Buch C.M. (2004), « Worker Remittances and Capital Flows to Developing Countries », Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung Discussion Papers, N° 04-31.
- Kwarteng K. (2013), « The Remittance Intentions of Second-Generation Ghanaian-Americans », Capstone Collection Paper 2615.
- Lachaud J-P. (1999), « Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso », Document de travail N° 40, Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux 4.
- Lindley A. (2006), « Migrant Remittances in the Context of Crisis in Somali Society », Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute, London.
- Logossah K. (2007), « Ethique sociale et trappe à sous-développement: le cas de l'Afrique sub-saharienne », Les cahiers du Centre de Recherche en Gestion et Economie du Développement, 3, 57-73.
- Lucas R.E.B., Stark O. (1985), « Motivations to Remit: Evidence from Botswana », *Journal of Political Economy*, 93(4), 901-918.

- Markova E., Reilly B. (2007), « Bulgarian migrant remittances and legal status: some micro-level evidence from Madrid », *South-Eastern Europe Journal of Economics*, 1, 55-69.
- Mbiti J.S. (1990), *African religions and philosophy*, Heinemann 2nd Edition.
- Mbiti J.S. (1991), *Introduction to African religion*, Heinemann 2nd Edition.
- McDowell C., De Haan A. (1997), « Migration and Sustainable Livelihoods: A Critical Review of the Literature », Institute of Development Studies: Sussex.
- McKenzie D.J., Mistiaen J. (2007), « Surveying Migrant Households: A Comparison of Census-Based, Snowball, and Intercept Point Surveys », *World Bank Policy Research Working Paper* 4419.
- Merkle L., Zimmermann K.F. (1992), « Savings, Remittances and Return Migration », *Economic Letters*, 38, 77-81.
- Miotti L., Mouhoud El M., Oudinet J. (2012), « Migrations et déterminants des transferts de fonds vers les pays du sud de la Méditerranée », Laboratoire d'Economie de Dauphine (LEDA) et IRISES UMR CNRS 7170.
- Mohapatra S., Ratha D., Silwal A. (2010), « Outlook for Remittance Flows 2011-12: Recovery after the crisis, but risks lie ahead », Migration and Development Brief 13, Migration and Remittance Unit of the World Bank.
- Mooney M. (2003), « Migrants' Social Ties in the U.S. and Investment in Mexico », *Social Forces*, 81(3), 1147-1170.
- Niaz M., Mushtaq A., Nisar A., Musawar S., Intikhab A., Muhammad J. (2010), « The impact of foreign remittances on the socio-economic conditions of households (a case study of rural areas in DIR LOWER, NWFP) », *Sarhad Journal of Agriculture*, 26(1).
- Nishat M., Bilgrami N. (1993), « The determinants of worker's remittances in Pakistan », *The Pakistan Development Review*, 32(4), 1234-1245.
- Nwajiuba C. (2005), « International Migration and Livelihoods in Southeast Nigeria », Global Commission on International Migration, Geneva.
- OCDE (2006), Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement - Partie III, Perspectives des migrations internationales.
- Onyedima E.E., Kanayo N.L. (2013), « Understanding Human Relations in African Traditional Religious Context in the Face of Globalization: Nigerian Perspectives », *American International Journal of Contemporary Research*, 3(2).
- Ojapinwa T.V. (2012), « Determinants of Migrants' Remittances in Nigeria: An Econometrics Analysis », *International Journal of Humanities and Social Science*, Special Issue 2(14).
- Osili U.O. (2004), « Migrants and Housing Investments: Theory and Evidence from Nigeria », *Economic Development and Cultural Change*, 52(4), 821-849.
- Paris T.R., Joyce L., Villanueva D., Rola-Rubzen M.F., Chi T.T.N., Chaicharn W. (2009), « Labour out migration on rice farming households and gender roles: synthesis of findings in Thailand, the Philippines and Vietnam », Paper presented at the FAO-IFAD-ILO Workshop on Gaps, trends and current research in gender dimensions of agricultural and rural employment: differentiated pathways out of poverty, Rome.

- Poirine B. (1997), « A Theory of Remittances as an Implicit Family Loan Arrangement », *World Development*, 25, 589-611.
- Ponson B. (1990), *Individualisme ou communauté : quelques implications managériales pour l'entreprise en Afrique*, in Hénault G., M'Rabet R., *L'entrepreneuriat en Afrique francophone : culture, financement et développement*, John Libbey, Paris.
- Quartey P., Blankson T. (2004), « Do Migrant Remittances Minimize the Impact of Macro-Volatility on the Poor in Ghana? », Final report submitted to the Global Development Network.
http://www.gdnet.org/pdf2/gdn_library/global_research_projects/macro_low_income/Quartey.pdf.
- Ratha D., Mohapatra S. (2007), « Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development », Development Prospects Group at the World Bank, note prepared for the G8 outreach Event on Remittances, Berlin.
- Rapoport H., Docquier F. (2005), « The Economics of Migrants' Remittances », Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Papers Series No. 1531.
- Schiopu I., Siegfried N. (2006), « Determinants of workers' remittances: Evidence from the European neighbouring region », European Central Bank, Working Paper Series (688).
- Schrieder G., Knerr B. (2000), « Labour migration as a social security mechanism for smallholder households in Sub-Saharan Africa: The case of Cameroon », *Oxford Development Studies*, 28(2), 223-236.
- Sinning M. (2007), « Determinants of savings and remittances: empirical evidence from immigrants to Germany », *Ruhr economic papers*, 23.
- Stanwix C., Connell J. (1995), « To the Islands: The Remittances of Fijians in Sydney », *Asian and Pacific Migration Journal*, 4(1), 69-87.
- Stark O. (1991), *The migration of labor*, Oxford: Blackwell.
- Stark O. (2009), « Reasons for Remitting », *World Economics*, 10(3), 147-157.
- Tall S.M. (2003), « Les migrants sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication », Programme de l'United Nations Research Institute for Social Development Technologie, Entreprise et Société, Document N° 7.
- UEMOA (2013), « Synthèse des résultats des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays de l'UEMOA », Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).
- UNCTAD (2012), « Harnessing Remittances and Diaspora Knowledge to Build Productive Capacities », The Least Developed Countries Report 2012.
- World Bank (2011), *Migration and remittances Factbook 2011*, 2nd Edition Washington, DC: World Bank.
- Zadi M.K. (1998), « la privatisation pour quel résultat ? », Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne, Editions Centre d'Édition et de Diffusion Africaines, Abidjan, 1998.
- Zongo M. (2009), « L'italian dream : côté cour. L'impact des transferts financiers des migrants bissa en Italie sur les villages de départ dans la province du Boulgou au Burkina Faso », *Annales de l'Université de Ouagadougou - Série A*, 008.

ANNEXE
Questionnaire concernant l'étude

Partie III : les modalités liées aux transferts d'argent

QUESTIONS ET INSTRUCTIONS	RÉPONSES ET CODES
Transférez-vous de l'argent dans votre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non • Oui
Si non pourquoi ?	<ul style="list-style-type: none"> • Parce que j'économise pour investir • Ce n'est pas à moi de m'occuper de ma famille • Parce que je n'ai assez d'argent • Autre à préciser
Si oui, pourquoi ? (Plusieurs réponses possibles)	<ul style="list-style-type: none"> • Subvenir aux besoins de ma famille • Aider mes amis • Investir dans mon pays • Rembourser mon voyage • Assurer ma famille contre les risques (assurance) • Garder de bonnes relations avec ma communauté • Epargner dans mon pays • Scolariser les membres de ma famille • Pour les soins de santé de ma famille • Autre à préciser
A quelle fréquence envoyez-vous cet argent ?	<ul style="list-style-type: none"> • Annuellement • Trimestriellement • Mensuellement • Rarement • En cas de problème • Dès que l'on vous le demande • Autre à préciser
A quel moment envoyez-vous le plus d'argent ?	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les périodes de fêtes • Pendant les périodes de crises • Pendant les périodes de soudure (période des travaux agricoles) • Pendant les funérailles • A la rentrée scolaire • Pour les manifestations de mariage ou baptême • Autre à préciser
Par quels moyens envoyez-vous l'argent dans votre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Banques • Maisons de transfert d'argent (Western Union/Money Gram) • Amis/famille • Mains propres (moi-même) • Compagnies de transport • Autre à préciser
Pourquoi ?	<ul style="list-style-type: none"> • Plus sûr • Plus rapide • Moins cher • Autre à préciser

Partie V : financement du développement local

QUESTIONS ET INSTRUCTIONS	RÉPONSES ET CODES
L'argent que vous transférez sert-il au développement de votre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non • Oui
Si oui pourquoi ?	<ul style="list-style-type: none"> • Je n'en sais rien je le fais parce que tout le monde le fait • Pour participer au développement de mon pays • Parce que dans la vie il faut être solidaire pour qu'on puisse m'aider à mon tour quand j'aurai des problèmes • Autres
Si oui par quel canal avez-vous envoyé cet argent ?	<ul style="list-style-type: none"> • Une banque • Une ONG • Une caisse de solidarité • L'association des émigrés • Autre à préciser
Dans quels domaines avez-vous investi ? (Plusieurs réponses possibles)	<ul style="list-style-type: none"> • Santé • Education • Logement • PME • Eau potable • Agriculture • Elevage • Electrification • Tourisme • Assainissement • Autres à préciser
<i>Cette partie concerne le financement des investissements productifs (agriculture, élevage, ...) réalisés par les communes de votre pays. L'idée est de faire de vous des créanciers de ces communes à des intérêts bas.</i>	
Accepteriez-vous de prêter aux communes pour le financement de ces projets ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non • Oui
Si oui, pourquoi ? (Plusieurs réponses possibles)	<ul style="list-style-type: none"> • Faire du profit • J'aime mon pays • Par solidarité pour mon pays • Aider mes parents restés au pays • Je suis citoyen de ce pays et qu'il a besoin de moi • Réduire la pauvreté dans le pays • Je compte retourner vivre au pays • Pour créer des emplois • Dans la vie il faut s'aider les uns les autres • Attirer la bénédiction de Dieu • Tout ce que j'ai appartient à ce pays et ce qui appartient au pays est à moi • Tous les burkinabés sont mes frères • Participer au développement du pays • Autres à préciser
Quel montant seriez-vous prêt à prêter annuellement ?	_____ F CFA
A combien voulez-vous être remboursé ?	_____ F CFA

<p>Dans quels domaines voulez-vous investir ?</p> <p>(Plusieurs réponses possibles)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Santé • Education • Logement • PME • Eau potable • Agriculture • Elevage • Electrification • Tourisme • Assainissement • Autres à préciser
<p>Sinon, pourquoi ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Parce que personne ne m'a aidé • Mauvaise gestion • Instabilité politique • Parce que dans la vie, c'est chacun pour soi • Autres à préciser

MICROECONOMICS MOTIVATIONS OF REMITTANCES IN BURKINA FASO: IS CULTURE DETERMINANT?

Abstract - *This article analyses remittances determinants from burkinabè migrants living in Côte d'Ivoire. To do this we carried out of survey. Individuals interrogated were selected with « snowball method ». The econometrics results established with the help of Tobit model show that remittances in Burkina Faso are guided by subjective motifs and cultural traits like attachment feeling, altruism, mutual assistance, community spirit, conformism, membership feeling and solidarity.*

Key-Words - MIGRANTS, REMITTANCES, AFRICAN CULTURE